

ACTUALITÉ JURIDIQUE

de la prévention des risques professionnels

Année 2022

PRINCIPAUX TEXTES OFFICIELS EN HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

parus en **2022**

MINISTÈRE

COUR DE CASSATION

LOI

Bulletin
d'information

Arrêté

CODE
DU
TRAVAIL

Directive

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

JOURNAL
OFFICIEL

LOIS ET DÉCRETS

Mercredi 15 décembre 2010 / N° 290

SOMMAIRE ANALYTIQUE

Arrêtés, circulaires

Ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement

Arrêté du 1er décembre 2010 annulant et remplaçant l'arrêté du 15 octobre 2010 modifiant l'arrêté du 25 mai 2010 relatif au titre de l'arrêté 2010 l'ouverture et fixant les modalités des offres pour les emplois par concours externe dans le grade d'agent d'expérimentation des travaux publics

Arrêté du 7 décembre 2010 modifiant l'arrêté du 8 juillet 2010 établissant la liste des substances prioritaires et les modalités et délais de réduction progressive et d'élimination des déversements, effluents, rejets directs ou indirects respectivement des substances prioritaires et des substances dangereuses visées à l'article R. 212-9 du code de l'environnement

Ministère des affaires étrangères et européennes

Arrêté du 15 décembre 2010 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Chypre relatif à la coopération en matière de défense, signé à Paris le 28 février 2007

Arrêté du 15 décembre 2010 portant délégation de signature (contre de crise)

Ministère des transports et du logement

Arrêté du 25 décembre 2010 relatif aux offres de travail prioritaire des agents de l'État

Journal officiel
de l'Union européenne

Réglementation

Législation

Actes législatifs

RÈGLEMENTS

* Règlement (UE) n° 861/2010 de la Commission (CE) n° 26/88/87 du Conseil relatif au tarif douanier commun

CIRCULAIRE

Jurisprudence

Sommaire

Textes officiels relatifs à la santé et à la sécurité au travail (SST) _____ 3

Textes officiels relatifs à l'environnement, la santé publique et la sécurité civile _____ 20



Document réalisé par le pôle Information juridique - Département Études, veille et assistance documentaires
Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles
65, boulevard Richard Lenoir 75011 Paris - Tél. 01 40 44 30 00 - Fax 01 40 44 30 99 - e-mail info@inrs.fr - www.inrs.fr

Textes officiels

santé et sécurité au travail

Prévention Généralités

ACCIDENTS DU TRAVAIL / MALADIES PROFESSIONNELLES

Tableaux

Décret n°2022-573 du 19 avril 2022 révisant et complétant les tableaux des maladies professionnelles annexés au livre IV du Code de la sécurité sociale.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 20 avril 2022, texte n° 14 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Tarification

Décret n° 2022-26 du 12 janvier 2022 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles des établissements de la fonction publique hospitalière.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 13 janvier 2022, texte n°34 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 14 mars 2022 modifiant l'arrêté du 24 décembre 2021 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles pour l'année 2022.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 22 mars 2022, texte n° 29 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 21 juin 2022 portant dérogation à certaines dispositions de l'arrêté du 9 décembre 2010 relatif à l'attribution de ristournes sur la cotisation ou d'avances ou de subventions ou à l'imposition de cotisations supplémentaires en matière d'accidents du travail ou de maladies professionnelles.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 23 juin 2022, texte n°27 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2022-1644 du 23 décembre 2022 modifiant le décret n° 2017-337 du 14 mars 2017 modifiant les règles de tarification au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles du régime général.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 24 décembre 2022, texte n° 156 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 19 décembre 2022 portant fixation pour 2023 du montant des cotisations dues au titre du régime de l'assurance obligatoire des non-salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles et le montant de la part des cotisations affectée à chaque catégorie de dépenses de ce régime, en Guadeloupe, en Guyane, en Martinique, à La Réunion, à Saint-Barthélemy, à Saint-Martin et à Mayotte.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 22 décembre 2022, texte n° 47 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 19 décembre 2022 portant fixation en métropole au titre de l'année 2023 du montant des cotisations dues au titre du régime de l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles des non-salariés agricoles et des personnes mentionnées à l'article L. 731-23 du Code rural et de la pêche maritime et de la part des cotisations affectées à chaque catégorie de dépenses de ce régime.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 22 décembre 2022, texte n° 48 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 21 décembre 2022 fixant les soldes pour l'exercice 2021 et les acomptes pour l'exercice 2022 de la compensation en matière d'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles entre le régime général et le régime des salariés agricoles.

Ministère chargé des Finances. Journal officiel du 23 décembre 2022, texte n°13 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 26 décembre 2022 fixant le montant des majorations prévues à l'article D. 242-6-9 du Code de la sécurité sociale pour l'année 2023.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 28 décembre 2022, texte n° 80 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 26 décembre 2022 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles pour l'année 2023.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 28 décembre 2022, texte n° 81 (www.legifrance.gouv.fr – 20 p.).

Arrêté du 26 décembre 2022 relatif à la tarification des risques d'accidents du travail et de maladies professionnelles dans les exploitations minières et assimilées pour l'année 2023.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 28 décembre 2022, texte n° 82 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Réparation

Décret n° 2022-374 du 16 mars 2022 relatif à la composition et au fonctionnement des comités régionaux de reconnaissance des maladies professionnelles.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 17 mars 2022, texte n° 12 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Sécurité sociale

Loi n° 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023.

Parlement. Journal officiel du 24 décembre 2022, texte n° 1 (www.legifrance.gouv.fr – 62 p.).

Loi n° 2022-1616 du 23 décembre 2022 de financement de la sécurité sociale pour 2023 (rectificatif).

Parlement. Journal officiel du 28 décembre 2022, texte n° 1 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

EVALUATION DES RISQUES

Document unique d'évaluation des risques professionnels

Décret n° 2022-395 du 18 mars 2022 relatif au document unique d'évaluation des risques professionnels et aux modalités de prise en charge des formations en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail par les opérateurs de compétences.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 20 mars 2022, texte n° 27 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Décret n°2022-487 du 5 avril 2022 relatif au cahier des charges du déploiement et du fonctionnement du portail numérique de conservation du document unique d'évaluation des risques professionnels et aux statuts de l'organisme gestionnaire du portail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 6 avril 2022, texte n°30 (www.legifrance.gouv.fr – 2p.).

Arrêté du 22 avril 2022 fixant le modèle de protocole de coopération permettant le transfert de certaines activités des médecins du travail à des infirmiers qualifiés en santé au travail en application de l'article 2 du décret n° 2021-1547 du 29 novembre 2021 relatif aux modalités de mise en œuvre au sein de la mutualité sociale agricole de cette expérimentation.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 3 mai 2022, texte n° 62 (www.legifrance.gouv.fr – 9 p.).

FORMATION À LA SÉCURITÉ

Décret n° 2022-1712 du 29 décembre 2022 relatif à l'approbation de la délibération du comité national de prévention et de santé au travail du conseil d'orientation des conditions de travail fixant les modalités de mise en œuvre du passeport de prévention et de sa mise à la disposition de l'employeur.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 30 décembre 2022, texte n° 47 (www.legifrance.gouv.fr – 5 p.).

Décret n°2022-1510 du 30 novembre 2022 relatif aux référentiels et aux principes guidant l'élaboration du cahier des charges de certification des services de santé au travail en agriculture.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 3 décembre 2022, texte n° 23 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n°2022-1752 du 28 décembre 2022 relatif à l'agrément et aux rapports d'activité des services de santé au travail en agriculture.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 31 décembre 2022, texte n° 70 (www.legifrance.gouv.fr – 6 p.).

SITUATIONS PARTICULIÈRES DE TRAVAIL

Agriculture

Décret n° 2022-1163 du 18 août 2022 relatif à l'ensemble socle de services à mettre en œuvre par les services de santé au travail en agriculture.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 20 août 2022, texte n° 15 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Arrêté du 22 avril 2022 fixant les modèles des documents médicaux délivrés en application de l'article 2-II du décret du 29 novembre 2021 relatif aux modalités de mise en œuvre au sein de la mutualité sociale agricole de l'expérimentation du transfert de certaines activités des médecins du travail à des infirmiers qualifiés en santé au travail.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 30 avril 2022, texte n°58 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Fonction publique

Décret n°2022-632 du 22 avril 2022 relatif au reclassement des fonctionnaires de l'Etat reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions.

Ministère chargé de la Fonction publique. Journal officiel du 24 avril 2022, texte n°52 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Arrêté du 15 juin 2022 fixant le contingent annuel d'autorisation d'absence des membres des formations spécialisées en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail de la fonction publique de l'Etat.

Ministère chargé de la Fonction publique. Journal officiel du 19 juin 2022, texte n° 34 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2022-1528 du 7 décembre 2022 relatif aux conditions de santé particulières exigées pour l'exercice des fonctions de conducteur de véhicules terrestres à moteur par les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique d'État.

Ministère chargé Fonction publique, Journal officiel du 8 décembre 2022, texte n° 34 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.)

Arrêté du 7 décembre 2022 fixant les modalités des examens médical et psychotechnique exigés des fonctionnaires de la filière technique des administrations de l'État exerçant des fonctions dans une spécialité de conduite d'engin à moteur.

Ministère chargé de la Fonction publique, Journal officiel du 8 décembre 2022, texte n° 35 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.)

Décret n°2022-551 du 13 avril 2022 relatif aux services de médecine de prévention dans la fonction publique territoriale.

Ministère chargé la Fonction publique. Journal officiel du 15 avril 2022, texte n°11 (www.legifrance.gouv.fr – 5 p.).

Décret n°2022-626 du 22 avril 2022 relatif au reclassement des fonctionnaires territoriaux reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions.

Ministère chargé de la Fonction publique. Journal officiel du 24 avril 2022, texte n° 35 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Décret n°2022-630 du 22 avril 2022 relatif au reclassement des fonctionnaires hospitaliers reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 24 avril 2022, texte n°44 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Arrêté du 28 avril 2022 fixant pour la fonction publique hospitalière la liste des indicateurs contenus dans la base de données sociales.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 14 mai 2022, texte n° 47 (www.legifrance.gouv.fr – 15 p.).

Décret n°2022-903 du 16 juin 2022 relatif au Comité consultatif national de la fonction publique hospitalière.

Ministère chargé de la Santé, Journal officiel du 18 juin 2022, texte n°18 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2022-1465 du 24 novembre 2022 relatif aux conditions de santé particulières exigées pour l'exercice des fonctions relevant des corps de fonctionnaires actifs des services de la police nationale.

Ministère chargé de la Fonction publique, Journal officiel du 25 novembre 2022, texte n° 9 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Arrêté du 25 novembre 2022 relatif à l'appréciation des conditions de santé particulières exigées pour l'exercice des fonctions relevant des corps de fonctionnaires actifs des services de la police nationale.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 9 décembre 2022, texte n° 10 (www.legifrance.gouv.fr – 7 p.).

Arrêté du 25 novembre 2022 relatif aux conditions de santé particulières applicables aux policiers adjoints.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 9 décembre 2022, texte n° 9 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 25 novembre 2022 relatif aux conditions de santé particulières applicables aux réservistes opérationnels de la police nationale.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 9 décembre 2022, texte n° 11 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Formation professionnelle

Arrêté du 28 février 2022 fixant les conditions dans lesquelles les établissements de l'enseignement agricole peuvent délivrer à leurs apprenants une attestation d'aptitude à la conduite en sécurité valant le certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES®).

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 9 mars 2022, texte n° 26, (www.legifrance.gouv.fr, 4 p.).

Arrêté du 26 août 2022 portant modification de l'arrêté du 3 juin 2010 modifié portant création de la spécialité « logistique » de baccalauréat professionnel et fixant ses modalités de délivrance et relatif à la dispense de certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES).

Ministère chargé de l'Éducation nationale. Journal officiel du 17 décembre 2022, texte n°31 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Décret n° 2022-1727 du 28 décembre 2022 modifiant diverses dispositions en matière de formation professionnelle maritime.

Premier Ministre, Journal officiel du 31 décembre 2022, texte n° 3 (www.legifrance.gouv.fr – 10 p.).

La Poste

Loi n° 2022-1449 du 22 novembre 2022 visant à accompagner la mise en place de comités sociaux et économiques à La Poste.

Parlement, Journal officiel du 23 novembre 2022, texte n° 1 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Navigation

Arrêté du 27 avril 2022 relatif aux qualifications des équipages et à la conduite des bateaux de commerce en navigation intérieure.

Ministère chargé des transports. Journal officiel du 14 mai 2022, texte n° 74 (www.legifrance.gouv.fr – 26 p.).

Arrêté du 27 avril 2022 relatif aux qualifications des équipages et à la conduite des bateaux de commerce en navigation intérieure (rectificatif).

Ministère chargé des Transports, Journal officiel du 25 juin 2022, texte n°19 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Pénibilité

Arrêté du 5 janvier 2022 portant homologation du référentiel professionnel élaboré par la branche de l'enseignement privé non lucratif dans le cadre de la mise en œuvre du compte professionnel de prévention.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 12 janvier 2022, texte n°6 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Personnes détenues

Ordonnance n°2022-1336 du 19 octobre 2022 relative aux droits sociaux des personnes détenues.

Ministère chargé de la Justice, Journal officiel du 20 octobre 2022, texte n° 19 (www.legifrance.gouv.fr – 18 p.).

Arrêté du 30 décembre 2022 portant sur les dispositions relatives au temps de travail des personnes détenues.

Ministère chargé de la Justice. Journal officiel du 31 décembre 2022, texte n° 46 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Plateformes numériques

Ordonnance n°2022-492 du 6 avril 2022 renforçant l'autonomie des travailleurs indépendants des plateformes de mobilité, portant organisation du dialogue social de secteur et complétant les missions de l'Autorité des relations sociales des plateformes d'emploi.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 7 avril 2022, texte n°25 (www.legifrance.gouv.fr – 9 p.).

Arrêté du 4 octobre 2022 portant sur le dossier prévu à l'article R. 7343-101 du Code du travail dans le cadre d'une demande d'autorisation d'expertise.

Ministère chargé du travail, Journal officiel du 16 novembre 2022, texte n° 10 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Sapeurs-pompiers

Arrêté du 7 décembre 2022 relatif à la formation de spécialité « interventions en milieu aquatique et hyperbare » des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires.

Ministère chargé de l'Intérieur, Journal officiel du 15 décembre 2022, texte n° 12 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Travail dominical

Décret n° 2022-76 du 28 janvier 2022 portant inscription des établissements à caractère religieux sur la liste des établissements pouvant déroger à titre permanent au repos dominical.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 29 janvier 2022, texte n° 12 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Travailleurs détachés

Décret n° 2022-104 du 1^{er} février 2022 relatif aux entreprises de transport terrestre détachant des salariés roulants ou navigants sur le territoire national.

Ministère chargé de l'Ecologie. Journal officiel du 2 février 2022, texte n° 39 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Arrêté du 16 juin 2022 précisant les informations figurant dans l'attestation de détachement prévue à l'article R. 761-2 du Code de la sécurité sociale.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 24 juin 2022, texte n° 17 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 16 juin 2022 modifiant l'arrêté du 1^{er} juin 2014 fixant le modèle de formulaire « Questionnaire pour le maintien au régime français de sécurité sociale d'un travailleur salarié détaché hors du territoire français ».

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 5 juillet 2022, texte n° 21 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Ordonnance n°2022-1293 du 5 octobre 2022 relative au détachement de salariés roulants ou navigants dans le domaine des transports.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 6 octobre 2022, texte n° 14 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n°2022-1346 du 21 octobre 2022 relatif au détachement de salariés roulants ou navigants dans le domaine des transports.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 23 octobre 2022, texte n° 14 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Arrêté du 30 novembre 2022 modifiant l'arrêté du 17 novembre 2017 relatif aux modèles de déclaration et d'attestation de détachement.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 7 décembre 2022, texte n° 23 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Travailleurs en situation de handicap

Décret n° 2022-1561 du 13 décembre 2022 relatif au parcours professionnel et aux droits des travailleurs handicapés admis en établissements et services d'aide par le travail.

Ministère chargé du travail. Journal officiel du 14 décembre 2022, texte n° 27 (www.legifrance.gouv.fr - 5 p.).

LANCEURS D'ALERTE

Loi organique n° 2022-400 du 21 mars 2022 visant à renforcer le rôle du Défenseur des droits en matière de signalement d'alerte.

Parlement. Journal officiel du 22 mars 2022, texte n° 1 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Loi n° 2022-401 du 21 mars 2022 visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte.

Parlement. Journal officiel du 22 mars 2022, texte n° 2 (www.legifrance.gouv.fr – 11 p.).

Décret n°2022-1284 du 3 octobre 2022 relatif aux procédures de recueil et de traitement des signalements émis par les lanceurs d'alerte et fixant la liste des autorités externes instituées par la loi n°2022-401 du 21 mars 2022 visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte.

Ministère chargé de la Justice. Journal officiel du 4 octobre 2022, texte n° 6 (www.legifrance.gouv.fr – 9 p.).

Organisation Santé au travail

CSE

Loi n° 2022-1598 du 21 décembre 2022 portant mesures d'urgence relatives au fonctionnement du marché du travail en vue du plein emploi.

Parlement. Journal officiel du 22 décembre 2022, texte n° 1 (www.legifrance.gouv.fr – 6 p.).

INSPECTION DU TRAVAIL

Arrêté du 18 mars 2022 portant répartition des unités de contrôle de l'inspection du travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 26 mars 2022, texte n° 12 (www.legifrance.gouv.fr - 2p.)

ORGANISMES AGRÉÉS / ACCRÉDITÉS

Arrêté du 20 janvier 2022 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2021 portant désignation temporaire d'organismes pouvant procéder aux contrôles et mesures en matière d'aération et d'assainissement des locaux de travail prescrits par l'agent de contrôle de l'inspection du travail.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 2 mars 2022, texte n° 22, (www.legifrance.gouv.fr - 2p.).

Arrêté du 16 septembre 2022 portant désignation temporaire d'organismes pouvant procéder aux contrôles et mesures en matière d'aération et d'assainissement des locaux de travail prescrits par l'agent de contrôle de l'inspection du travail.

Ministère chargé du Travail, Journal officiel du 9 octobre 2022, texte n° 26 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 21 décembre 2022 portant agrément d'organismes compétents pour la formation aux travaux sous tension sur les installations électriques visés à l'article R. 4544-11 du Code du travail.

Ministère chargé du Travail, Journal officiel du 30 décembre 2022, texte n° 50 (www.legifrance.gouv.fr – 6 p.).

SECOURISME

Arrêté du 26 avril 2022 adaptant les conditions de la formation et la certification de sauveteur secouriste du travail (SST) dans les diplômes professionnels pour la session d'examen 2022.

Ministère chargé de l'Éducation. Journal officiel du 27 avril 2022, texte n° 17 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 31 octobre 2022 relatif à la formation aux actes professionnels pouvant être accomplis par des ambulanciers dans le cadre de l'aide médicale urgente.

Ministère chargé de la Santé, Journal officiel du 5 novembre 2022, texte n° 31 (www.legifrance.gouv.fr - 3 p.).

SERVICES DE PRÉVENTION ET DE SANTÉ AU TRAVAIL (SPST)

Décret n° 2022-1031 du 20 juillet 2022 relatif aux référentiels et aux principes guidant l'élaboration du cahier des charges de certification des services de prévention et de santé au travail interentreprises.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 22 juillet 2022, texte n° 16 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 23 septembre 2022 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des services de santé au travail interentreprises (n°897).

Ministère chargé du Travail, Journal officiel du 11 octobre 2022, texte n° 76 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Décret n°2022-653 du 25 avril 2022 relatif à l'approbation de la liste et des modalités de l'ensemble socle de services des services de prévention et de santé au travail interentreprises.

Ministère chargé du Travail, Journal officiel du 26 avril 2022, texte n°26 (www.legifrance.gouv.fr – 7 p.).

Décret n° 2022-1434 du 15 novembre 2022 relatif au dossier médical en santé au travail.

Ministère chargé du Travail, Journal officiel du 16 novembre 2022, texte n° 8 (www.legifrance.gouv.fr – 5 p.).

Infirmiers de santé au travail

Décret n°2022-1664 du 27 décembre 2022 relatif à la formation spécifique des infirmiers de santé au travail.

Ministère chargé du Travail, Journal officiel du 28 décembre 2022, texte n° 28 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Décret n°2022-679 du 26 avril 2022 relatif aux délégations de missions par les médecins du travail, aux infirmiers en santé au travail et à la télésanté au travail.

Ministère chargé du Travail, Journal officiel du 27 avril 2022, texte n°32 (www.legifrance.gouv.fr – 5 p.).

Prévention de la désinsertion professionnelle

Décret n° 2022-372 du 16 mars 2022 relatif à la surveillance post-exposition, aux visites de préreprise et de reprise des travailleurs ainsi qu'à la convention de rééducation professionnelle en entreprise.

Ministère chargé du Travail, Journal officiel du 17 mars 2022, texte n° 9 (www.legifrance.gouv.fr, 4 p.).

Décret n° 2022-373 du 16 mars 2022 relatif à l'essai encadré, au rendez-vous de liaison et au projet de transition professionnelle.

Ministère chargé du Travail, Journal officiel du 17 mars 2022, texte n° 10 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Circulaire de la CNAM n° CIR-35/2022 du 30 décembre 2022 relative à la convention de rééducation professionnelle en entreprise.

Caisse nationale d'assurance maladie (www.circulaires.ameli.fr – 6 p.).

Surveillance de l'état de santé

Arrêté du 16 septembre 2022 abrogeant l'arrêté du 28 février 1995 pris en application de l'article D. 461-25 du Code de la sécurité sociale fixant le modèle type d'attestation d'exposition et les modalités d'examen dans le cadre du suivi post-professionnel des salariés ayant été exposés à des agents ou procédés cancérogènes.

Ministère chargé de la Santé, Journal officiel du 24 septembre 2022, texte n°20 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 22 juin 2022 relatif aux modalités de la surveillance médicale des sportifs professionnels salariés.

Ministère chargé du Sport, Journal officiel du 23 juin 2022, texte n°38 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Risques biologiques et chimiques

RISQUE BIOLOGIQUE

COVID-19

Loi n° 2022-46 du 22 janvier 2022 renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le Code de la santé publique.

Parlement, Journal officiel du 23 janvier 2022, texte n°1 (www.legifrance.gouv.fr – 10 p.).

Loi n° 2022-53 du 24 janvier 2022 visant à la création d'une plateforme de référencement et de prise en charge des malades chroniques de la covid-19.

Parlement, Journal officiel du 25 janvier 2022, texte n°2 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2022-51 du 22 janvier 2022 modifiant le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 23 janvier 2022, texte n°20 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Arrêté du 28 janvier 2022 modifiant l'arrêté du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 29 janvier 2022, texte n°20 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2022-352 du 12 mars 2022 modifiant le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 13 mars 2022, texte n° 25, (www.legifrance.gouv.fr - 4 p.).

Décret n° 2022-807 du 13 mai 2022 modifiant le décret n° 2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 14 mai 2022, texte n° 45 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n° 2022-418 du 24 mars 2022 adaptant temporairement les délais de réalisation des visites et examens médicaux par les services de santé au travail à l'urgence sanitaire.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 25 mars 2022, texte n° 26, (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Décret n° 2022-61 du 25 janvier 2022 portant aménagement temporaire des dispositions du Code du travail relatives aux locaux de restauration.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 26 janvier 2022, texte n°11 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Loi n° 2022-1157 du 16 août 2022 de finances rectificative pour 2022.

Parlement. Journal officiel du 17 août 2022, texte n° 1 (www.legifrance.gouv.fr – 6 p.).

Décret n° 2022-1195 du 30 août 2022 relatif à la détermination des taux et modalités de calcul de l'indemnité et de l'allocation d'activité partielle pour les salariés reconnus comme vulnérables et présentant un risque avéré de développer une forme grave d'infection au virus de la Covid-19.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 août 2022, texte n° 18 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Décret n°2022-1369 du 27 octobre 2022 relatif aux personnes vulnérables présentant un risque avéré de développer une forme grave d'infection au virus de la Covid-19.

Ministère chargé de la Santé, Journal officiel du 28 octobre 2022, texte n° 47 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Déchets d'activités de soins

Arrêté du 4 avril 2022 modifiant l'arrêté du 24 novembre 2003 relatif aux emballages des déchets d'activités de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques d'origine humaine.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 8 avril 2022, texte n°34 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Légionellose

Arrêté du 30 décembre 2022 relatif à l'évaluation des risques liés aux installations intérieures de distribution d'eau destinée à la consommation humaine.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 31 décembre 2022, texte n° 160 (www.legifrance.gouv.fr – 5 p.).

Arrêté du 30 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 1^{er} février 2010 relatif à la surveillance des légionelles dans les installations de production, de stockage et de distribution d'eau chaude sanitaire.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 31 décembre 2022, texte n° 172 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Vaccination

Note d'information n° DGS/SP1/DGCS/SD3 /DGOS/PF2/RH3/2022/181 du 5 juillet 2022 relative à la campagne de vaccination contre la grippe saisonnière 2022-2023 et son articulation avec la campagne automnale de vaccination contre la Covid-19.

Ministère chargé de la Santé. Bulletin officiel du ministère chargé de la Santé, de la Protection sociale et de la Solidarité n° 2022/16 du 29 juillet 2022 – 6 p.

RISQUES CHIMIQUES

Amiante

Arrêté du 23 décembre 2021 fixant pour 2019 et 2020 le montant de la contribution de la mutualité sociale agricole au fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé de la Santé. Journal officiel du 4 janvier 2022, texte n°19 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 25 mars 2022 modifiant l'arrêté du 19 juin 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les navires, bateaux, engins flottants et autres constructions flottantes.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 3 mai 2022, texte n° 35 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 25 juillet 2022 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante, de matériaux, d'équipements ou d'articles en contenant et les conditions d'accréditation des organismes certificateurs.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 14 août 2022, texte n° 18 (www.legifrance.gouv.fr – 5 p.).

Arrêté du 25 juillet 2022 modifiant divers arrêtés relatifs à la prévention des risques liés à l'amiante.

Ministère chargé du Travail, Journal officiel du 13 octobre 2022, texte n° 10 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Décret n° 2022-1748 du 30 décembre 2022 relatif à la plateforme de saisie et de transmission dématérialisée des plans de démolition, de retrait ou d'encapsulation d'amiante intitulée «DEMAT@MIANTE».

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 décembre 2022, texte n° 56 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Arrêté du 13 avril 2022 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante, susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 17 avril 2022, texte n°24 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 16 septembre 2022 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante, susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 20 septembre 2022, texte n°9 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 30 octobre 2022 modifiant et complétant la liste des établissements de fabrication, flocage et calorifugeage à l'amiante, susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail, Journal officiel 5 novembre 2022, texte n° 16 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Arrêté du 8 août 2022 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 13 août 2022, texte n° 17 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 8 août 2022 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 13 août 2022, texte n° 18 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 8 août 2022 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 13 août 2022, texte n° 19 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 8 août 2022 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 13 août 2022, texte n° 20 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 8 août 2022 modifiant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 13 août 2022, texte n° 21 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 8 août 2022 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 13 août 2022, texte n° 22 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 8 août 2022 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 13 août 2022, texte n° 23 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 29 décembre 2022 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 décembre 2022, texte n° 59 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 29 décembre 2022 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 décembre 2022, texte n° 60 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 29 décembre 2022 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 décembre 2022, texte n° 61 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 29 décembre 2022 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 décembre 2022, texte n° 62 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 29 décembre 2022 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 décembre 2022, texte n° 63 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 29 décembre 2022 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 décembre 2022, texte n° 64 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 29 décembre 2022 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 décembre 2022, texte n° 65 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 29 décembre 2022 modifiant et complétant la liste des établissements et des métiers de la construction et de la réparation navales susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 décembre 2022, texte n° 66 (www.legifrance.gouv.fr – 22 p.).

Arrêté du 29 décembre 2022 modifiant et complétant la liste des ports susceptibles d'ouvrir droit à l'allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante en faveur des ouvriers dockers professionnels et personnels portuaires assurant la manutention.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 31 décembre 2022, texte n° 67 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Biocides

Arrêté du 22 mars 2022 modifiant l'arrêté du 9 octobre 2013 relatif aux conditions d'exercice de l'activité d'utilisateur professionnel et de distributeur de certains types de produits biocides.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 29 mars 2022, texte n° 2, (www.legifrance.gouv.fr - 6 p.).

CMR

Directive (UE) 2022/431 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2022 modifiant la directive 2004/37/CE concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérigènes ou mutagènes au travail.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 88 du 16 mars 2022, pp. 1-13.

Étiquetage

Règlement délégué (UE) 2022/692 de la Commission du 16 février 2022 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 129 du 3 mai 2022, pp. 1-17.

Rectificatif au règlement délégué (UE) 2022/692 de la Commission du 16 février 2022 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique et scientifique, le règlement (ce) n° 1272/2008 du parlement européen et du conseil relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 146 du 25 mai 2022, p. 150.

Limitation d'emploi

Directive déléguée (UE) 2022/1631 de la Commission du 12 mai 2022 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, l'annexe IV de la directive 2011/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative à l'utilisation du plomb dans les câbles et fils supraconducteurs en oxyde de bismuth-strontium-calcium-cuivre et dans leurs connexions électriques.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, L 245 du 22 septembre 2022 – pp. 45-47.

Directive déléguée (UE) 2022/1632 de la Commission du 12 mai 2022 modifiant, aux fins de son adaptation au progrès scientifique et technique, l'annexe IV de la directive 2011/65/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne une exemption relative à l'utilisation du plomb dans certains dispositifs d'imagerie par résonance magnétique.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, L 245 du 22 septembre 2022 – pp. 48-51.

Arrêté du 28 janvier 2022 modifiant l'arrêté du 5 mars 2020 relatif à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 13 mars 2022, texte n° 3, (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Arrêté du 4 mai 2022 modifiant l'arrêté du 5 mars 2020 relatif à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 14 mai 2022, texte n° 5 (www.legifrance.gouv.fr - 3 p.).

Décision d'exécution (UE) 2022/326 de la Commission du 24 février 2022 modifiant la décision d'exécution (UE) 2019/961 autorisant une mesure provisoire prise par la République française conformément à l'article 129 du règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), afin de restreindre l'utilisation et la mise sur le marché de certains bois traités avec de la créosote et avec d'autres substances apparentées.

Commission européenne. Journal officiel n° L 055 du 28 février 2022, pp. 76-77.

Phytosanitaires

Décret n° 2022-411 du 23 mars 2022 relatif à l'interdiction de production, de stockage et de circulation de certains produits phytopharmaceutiques pour des raisons liées à la protection de la santé humaine ou animale et de l'environnement.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 24 mars 2022, texte n° 10, (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

REACH

Règlement (UE) 2022/477 de la Commission du 24 mars 2022 modifiant les annexes VI à X du règlement (CE) n°1907/2006 du Parlement européen et du Conseil concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH).

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° C 130 du 23 mars 2022, pp. 5-6.

Valeurs limites

Rectificatif à la directive (UE) 2019/1831 de la Commission du 24 octobre 2019 établissant une cinquième liste de valeurs limites indicatives d'exposition professionnelle en application de la directive 98/24/CE du Conseil et modifiant la directive 2000/39/CE de la Commission.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 15 du 24 janvier 2022, p. 21.

*Risques mécaniques
et physiques*

ATMOSPHÈRES DE TRAVAIL

Ambiances thermiques

Décret n°2022-1295 du 5 octobre 2022 relatif à l'obligation de fermeture des ouvrants des bâtiments ou parties de bâtiments à usage tertiaire, chauffés ou refroidis.

Ministère chargé de l'Ecologie, Journal officiel du 6 octobre 2022, texte n° 23 (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

PROTECTION INDIVIDUELLE

Arrêté du 17 mars 2022 modifiant les exigences relatives à l'équipement individuel de flottabilité.

Ministère chargé des Sports. Journal officiel du 26 mars 2022, texte n° 25, (www.legifrance.gouv.fr - 2 p.).

Décret n°2022-624 du 22 avril 2022 relatif à l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail et à la surveillance du marché des équipements de travail et des équipements de protection individuelle.

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 24 avril 2022, texte n°33 (www.legifrance.gouv.fr – 10 p.).

Décision d'exécution (UE) 2022/1914 de la Commission du 6 octobre 2022 modifiant la décision d'exécution (UE) 2020/668 en ce qui concerne les normes harmonisées relatives aux équipements individuels de flottabilité – aides à la flottabilité, gilets de sauvetage et accessoires

Commission européenne, Journal officiel de l'Union européenne n° L 261 du 7 octobre 2022, pp. 60-65.

Décision d'exécution (UE) 2022/2414 de la Commission du 6 décembre 2022 modifiant la décision d'exécution (UE) 2020/668 en ce qui concerne les normes harmonisées relatives aux exigences, aux essais et au marquage des filtres à particules pour les appareils de protection respiratoire, aux exigences générales relatives aux vêtements de protection, aux exigences relatives aux protecteurs de l'œil pour le squash et aux protecteurs de l'œil pour le racquetball et le squash 57 et aux exigences et méthodes d'essai applicables aux chaussures de protection contre les risques dans les fonderies et lors d'opérations de soudage et techniques connexes.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 317 du 9 décembre 2022 – pp. 136-140.

RISQUES MÉCANIQUES

Ascenseurs

Décision d'exécution (UE) 2022/1199 de la Commission du 11 juillet 2022 modifiant la décision d'exécution (UE) 2021/76 en ce qui concerne les normes harmonisées relatives aux ascenseurs avec voie de déplacement inclinée et rectifiant ladite décision en ce qui concerne les normes harmonisées relatives aux câbles en acier.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, L 185 du 12 juillet 2022 – pp. 133-137.

Machines et équipements de travail

Décision d'exécution (UE) 2022/621 de la Commission du 7 avril 2022 modifiant la décision d'exécution (UE) 2019/436 en ce qui concerne les normes harmonisées pour les bétonnières, les appareils de levage à charge suspendue et d'autres engins, élaborées à l'appui de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 115 du 13 avril 2022, pp. 75-84.

Rectificatif à la décision d'exécution (UE) 2022/621 de la Commission du 7 avril 2022 modifiant la décision d'exécution (UE) 2019/436 en ce qui concerne les normes harmonisées pour les bétonnières, les appareils de levage à charge suspendue et d'autres engins, élaborées à l'appui de la directive 2006/42/CE du Parlement européen et du Conseil.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, L 245 du 22 septembre 2022 – pp. 72.

Tracteurs

Arrêté du 28 mars 2022 relatif à l'homologation nationale par type et à l'homologation à titre individuel des tracteurs agricoles ou forestiers appartenant à une des catégories mentionnées à l'article 8 du décret n°2005-1236 du 30 septembre 2005.

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 7 avril 2022, texte n°42 (www.legifrance.gouv.fr – 14 p.).

Arrêté du 28 mars 2022 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2016 relatif à la réception des véhicules agricoles et forestiers et de leurs systèmes, composants et entités techniques

Ministère chargé de l'Agriculture. Journal officiel du 7 avril 2022, texte n°43 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 4 octobre 2022 fixant les prescriptions techniques relatives aux structures de sécurité anti-retournement équipant les tracteurs agricoles ou forestiers en service.

Ministère chargé de l'Agriculture, Journal officiel du 9 octobre 2022, texte n° 38 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

RISQUES PHYSIQUES

Atmosphère hyperbare

Arrêté du 3 juin 2022 modifiant l'arrêté du 17 septembre 2020 relatif au titre professionnel de scaphandrier travaux publics

Ministère chargé du Travail. Journal officiel du 15 juin 2022, texte n° 29 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Arrêté du 30 juin 2022 modifiant l'arrêté du 11 juin 2020 relatif aux modalités de formation des travailleurs exposés au risque hyperbare relevant de la mention B « archéologie sous-marine et subaquatique » avec ou sans l'option « travaux à des fins archéologiques ».

Ministère chargé de la Culture. Journal officiel du 8 juillet 2022, texte n° 14 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Compatibilité électromagnétique

Décision d'exécution (UE) 2022/622 de la Commission du 7 avril 2022 modifiant la décision d'exécution (UE) 2019/1326 en ce qui concerne les normes harmonisées relatives à la compatibilité électromagnétique de l'équipement de comptage de l'électricité et des interrupteurs automatiques pour usages domestiques et analogues.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 115 du 13 avril 2022, pp. 85-89.

Equipements sous pression

Décision du 23 décembre 2021 modifiant la décision BSEI n°13-125 du 31 décembre 2013 relative aux services inspection reconnus.

Ministère chargé de l'Environnement. Bulletin officiel du ministère chargé de la Transition écologique et solidaire, de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales – 16 p.

Décision BSERR n° 22-016 du 21 juillet 2022 modifiant la décision BSEI n° 12-053 du 22 mars 2012 relative à la reconnaissance de normes et cahiers des charges pour l'exploitation sans présence humaine permanente (SPHP) de certains générateurs de vapeur ou d'eau surchauffée.

Ministère chargé de la Transition Ecologique. Bulletin officiel du ministère chargé de la Transition écologique du 23 juillet 2022 – 2 p.

Installations électriques / matériels électriques

Décision d'exécution (UE) 2022/713 de la Commission du 4 mai 2022 modifiant la décision d'exécution (UE) 2019/1956 en ce qui concerne les normes harmonisées relatives aux appareils de chauffage des liquides, aux chargeurs de batterie, aux chauffe-eau instantanés, aux appareils de chauffage à accumulation, aux toilettes, aux cabines de douche multifonctions, aux appareils d'exposition de la peau aux rayonnements ultraviolets et infrarouges et à d'autres matériels électriques conçus pour être employés dans certaines limites de tension.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 133 du 10 mai 2022, pp. 17-27.

RISQUE ROUTIER / TRANSPORT

Aviation civile

Ordonnance n°2022-830 du 1^{er} juin 2022 relative aux contrôles de l'alcoolémie et de l'usage de stupéfiants dans le domaine de l'aviation civile.

Ministère chargé de l'Ecologie. Journal officiel du 2 juin 2022, texte n° 11 (www.legifrance.gouv.fr – 9 p.).

Décret n° 2022-978 du 2 juillet 2022 relatif aux contrôles de l'alcoolémie et de l'usage de stupéfiants dans le domaine de l'aviation civile.

Ministère chargé de la Transition écologique. Journal officiel du 3 juillet 2022, texte n° 17 (www.legifrance.gouv.fr – 5 p.).

Permis de conduire

Arrêté du 28 mars 2022 fixant la liste des affections médicales incompatibles ou compatibles avec ou sans aménagements ou restrictions pour l'obtention, le renouvellement ou le maintien du permis de conduire ou pouvant donner lieu à la délivrance de permis de conduire de durée de validité limitée (refonte).

Ministère chargé de l'intérieur. Journal officiel du 3 avril 2022, texte n°27 (www.legifrance.gouv.fr – 46 p.).

Arrêté du 28 mars 2022 modifiant l'arrêté du 31 juillet 2012 relatif à l'organisation du contrôle médical de l'aptitude à la conduite.

Ministère chargé de l'intérieur. Journal officiel du 3 avril 2022, texte n°28 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Transport de matières dangereuses

Décision d'exécution (UE) 2022/1095 de la Commission du 29 juin 2022 modifiant la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil relative au transport intérieur des marchandises dangereuses afin d'autoriser certaines dérogations nationales [notifiée sous le numéro C(2022) 4302].

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne, L 176 du 1^{er} juillet 2022 – pp. 33-63.

Directive déléguée (UE) 2022/2407 de la Commission du 20 septembre 2022 modifiant les annexes de la directive 2008/68/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'adaptation au progrès scientifique et technique.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 317 du 9 décembre 2022, pp. 64-65.

Arrêté du 19 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD »).

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 24 décembre 2022, texte n° 124 (www.legifrance.gouv.fr - 6 p.).

Arrêté du 7 février 2022 portant modification du règlement annexé à l'arrêté du 18 juillet 2000 réglementant le transport et la manutention des matières dangereuses dans les ports maritimes.

Ministère chargé de l'Ecologie. Journal officiel du 20 février 2022, texte n°2 (www.legifrance.gouv.fr -3 p.).

Arrêté du 7 février 2022 portant modification du règlement annexé à l'arrêté du 18 juillet 2000 réglementant le transport et la manutention des matières dangereuses dans les ports maritimes.

Ministère chargé de l'Ecologie. Journal officiel du 26 février 2022, texte n°3 (www.legifrance.gouv.fr -3 p.).

Transport routier

Arrêté du 27 avril 2022 modifiant l'arrêté du 3 janvier 2008 relatif au programme et aux modalités de mise en œuvre de la formation professionnelle initiale et continue des conducteurs du transport routier de marchandises et de voyageurs.

Ministère chargé des transports. Journal officiel du 4 mai 2022, texte n° 59 (www.legifrance.gouv.fr – 5 p.).

Règlement délégué (UE) 2022/1012 de la Commission du 7 avril 2022 complétant le règlement (CE) n°561/2006 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'établissement de normes détaillant le niveau de service et de sécurité des aires de stationnement sûres et sécurisées et les procédures de certification de ces dernières.

Commission européenne, Journal officiel de l'Union européenne n° L 170 du 28 juin 2022, pp. 27-37.

Décret n° 2022-1147 du 10 août 2022 modifiant le Code des transports en matière de transport routier.

Ministère chargé des Transports. Journal officiel du 12 août 2022, texte n° 19 (www.legifrance.gouv.fr – 6 p.).

Directive (UE) 2022/2561 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 relative à la qualification initiale et à la formation continue des conducteurs de certains véhicules routiers affectés aux transports de marchandises ou de voyageurs.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L330 du 23 décembre 2022, pp. 46-69.

Arrêté du 30 juin 2022 relatif à la sécurisation des infrastructures de stationnement des vélos dans les bâtiments.

Ministère chargé de la Transition écologique. Journal officiel du 3 juillet 2022, texte n° 23 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Véhicules

Arrêté du 24 février 2022 modifiant l'arrêté du 24 juin 2020 relatif au gilet de haute visibilité, à l'équipement rétro-réfléchissant et au dispositif d'éclairage complémentaire porté par le conducteur d'un engin de déplacement personnel motorisé.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 22 mars 2022, texte n° 24, (www.legifrance.gouv.fr - 1 p.)

Arrêté du 25 mai 2022 modifiant l'arrêté du 15 mai 2009 relatif aux modalités et au contenu de la déclaration concernant certains engins motorisés non autorisés à circuler sur la voie publique.

Ministère chargé de l'Intérieur. Journal officiel du 1er juin 2022, texte n°5 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

Véhicules autonomes

Arrêté du 2 août 2022 portant application de l'article R. 3152-3 du code des transports relatif à l'habilitation des intervenants à distance dans le cadre des systèmes de transport routier automatisé.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 7 août 2022, texte n° 23 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Vélos

Décret n°2022-930 du 25 juin 2022 relatif à la sécurisation des infrastructures de stationnement des vélos dans les bâtiments.

Ministère chargé de l'Ecologie. Journal officiel du 26 juin 2022, texte n°5 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Textes officiels

environnement,
santé publique et sécurité civile

Environnement

FLUIDES FRIGORIGENES

Arrêté du 26 juillet 2022 modifiant l'arrêté du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 3 août 2022, texte n° 36 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Arrêté du 26 juillet 2022 définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi de déchets énoncés à l'article R. 541-45 du Code de l'environnement, pour les déchets dangereux de fluides frigorigènes et autres déchets dangereux de fluides en contenants sous pression.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 4 août 2022, texte n° 31 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

INSTALLATIONS CLASSÉES

Arrêté du 8 décembre 2022 modifiant plusieurs arrêtés ministériels relatifs aux installations de combustion.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 23 décembre 2022, texte n° 54 (www.legifrance.gouv.fr – 24 p.).

POLLUANTS ORGANIQUES PERSISTANTS

Règlement délégué (UE) 2022/2291 de la Commission du 8 septembre 2022 modifiant l'annexe I du règlement (UE) 2019/1021 du Parlement européen et du Conseil concernant les polluants organiques persistants en ce qui concerne l'hexachlorobenzène.

Commission européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 303 du 23 novembre 2022, pp 19-21.

Règlement (UE) 2022/2400 du Parlement européen et du Conseil du 23 novembre 2022 modifiant les annexes IV et V du règlement (UE) 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants.

Parlement européen et Conseil de l'Union européenne. Journal officiel de l'Union européenne n° L 317 du 9 décembre 2022, pp. 24-31.

TRAVAUX A PROXIMITE DES RESEAUX

Arrêté du 21 octobre 2022 portant modification de l'arrêté du 22 décembre 2015 relatif au contrôle des compétences des personnes intervenant dans les travaux à proximité des réseaux et modifiant divers arrêtés relatifs à l'exécution de travaux à proximité des réseaux.

Ministère chargé de l'Environnement, Journal officiel du 28 décembre 2022, texte n° 60 (www.legifrance.gouv.fr – 1 p.).

Santé publique

DISPOSITIF MÉDICAL

Décret n° 2022-1237 du 16 septembre 2022 relatif aux conditions d'implantation des équipements matériels lourds d'imagerie et de l'activité de soins de radiologie interventionnelle.

Ministère chargé de la Santé, Journal officiel du 17 septembre 2022, texte n°24 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

MALADIES A DÉCLARATION OBLIGATOIRE

Arrêté du 25 août 2022 modifiant l'arrêté du 22 août 2011 relatif à la notification obligatoire des maladies infectieuses et autres maladies mentionnées à l'article D. 3113-7 du Code de la santé publique.

Ministère chargé de la Santé, Journal officiel du 8 septembre 2022, texte n°14 (www.legifrance.gouv.fr – 2 p.).

HYGIÈNE ALIMENTAIRE

Rectificatif au règlement (CE) n° 1935/2004 du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 concernant les matériaux et objets destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires et abrogeant les directives 80/590/CEE et 89/109/CEE.

Commission européenne, Journal officiel de l'Union européenne, L 245 du 22 septembre 2022 – p. 71.

Sécurité civile

ERP-IGH

ERP / IGH

Arrêté du 7 février 2022 modifiant l'arrêté du 25 juin 1980 portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP).

Ministère chargé de l'Intérieur, Journal officiel du 9 février 2022, texte n°15 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Arrêté du 25 juillet 2022 fixant les règles de sécurité et les dispositions techniques applicables aux structures provisoires et démontables.

Ministère chargé de l'Intérieur, Journal officiel du 5 août 2022, texte n° 6 (www.legifrance.gouv.fr – 23 p.).

Décret n° 2022-1689 du 27 décembre 2022 modifiant le Code de l'environnement en matière de surveillance de la qualité de l'air intérieur.

Ministère chargé de l'Environnement, Journal officiel du 29 décembre 2022, texte n° 34 (www.legifrance.gouv.fr – 3 p.).

Décret n° 2022-1690 du 27 décembre 2022 modifiant le décret n° 2012-14 du 5 janvier 2012 relatif à l'évaluation des moyens d'aération et à la mesure des polluants effectuées au titre de la surveillance de la qualité de l'air intérieur de certains établissements recevant du public.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 29 décembre 2022, texte n° 35 (www.legifrance.gouv.fr – 6 p.).

Arrêté du 27 décembre 2022 modifiant l'arrêté du 1^{er} juin 2016 relatif aux modalités de surveillance de la qualité de l'air intérieur dans certains établissements recevant du public.

Ministère chargé de l'Environnement. Journal officiel du 29 décembre 2022, texte n° 46 (www.legifrance.gouv.fr – 4 p.).

Index des mots-clés

<u>Mots-Clés</u>	<u>Pages</u>
Accident du travail _____	3, 4
Activité partielle _____	11
Aération _____	9
Agriculture _____	5
Amiante _____	12 à 14
Ascenseurs _____	16
Atmosphère hyperbare _____	17
Aviation civile _____	18
Biocides _____	14
CMR _____	14
COVID-19 _____	10 à 12
CSE _____	9
Déchets _____	11
Déclaration _____	8, 19
Désinsertion professionnelle _____	10
Détachement _____	8
Détenus _____	7
Dispositif médical _____	22
Document unique _____	4, 5
Électricité _____	17, 18
Environnement _____	20, 21
EPI _____	16
Équipement de travail _____	16, 17
Équipement sous pression _____	17
ERP / IGH _____	21, 22
Étiquetage _____	14
Évaluation des risques _____	4, 5
Fonction publique _____	3, 5, 6
Formation _____	4 à 10, 17, 19
Handicap _____	8
Infirmiers de santé au travail _____	10
Inspection du travail _____	9
Installations classées _____	20

<u>Mots-Clés</u>	<u>Pages</u>
Installations électriques / matériels électriques _____	17, 18
Lanceurs d'alerte _____	8
Légionellose _____	11
Machines _____	16
Maladie professionnelle _____	3, 4
Organisme agréé / accrédité _____	9
Pénibilité _____	7
Permis de conduire _____	18
Plateforme numérique _____	7
Produits chimiques _____	12 à 15
Protection individuelle _____	16
Réparation _____	4
Risques biologiques _____	10
Risques chimiques _____	12 à 15
Risques mécaniques et physiques _____	16
Risque routier / transport _____	18, 19
Santé publique _____	22
Secourisme _____	9
Sécurité civile _____	22
Sécurité sociale _____	4, 8
Services de prévention et de santé au travail _____	5, 9, 10
Tableaux _____	3
Tarification _____	3, 4
Transport de matières dangereuses _____	18
Transport routier _____	18, 19
Travaux à proximité de réseaux _____	21
Vaccination _____	12
Valeurs limites _____	15
Véhicules _____	19
Véhicules autonomes _____	19
Vélos _____	19